L'itinéraire d'un hispaniste au temps du franquisme

Jean Bécarud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/934>

DOI : 10.4000/bhce.934

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 333-352

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Jean Bécarud, « L'itinéraire d'un hispaniste au temps du franquisme », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 50 | 2016, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 17 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/934> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/bhce.934>

L'itinéraire d'un hispaniste au temps du franquisme*

Jean BÉCARUD

Dans les années 30, des raisons familiales firent que mes vacances d'été à la montagne, traditionnelles pour les enfants provençaux, se passèrent, plusieurs saisons consécutives, non pas dans les Alpes voisines mais dans les Pyrénées. La verdure, les forêts, les eaux bondissantes du pays de Luchon (n'enchantèrent et puis, au fond de la vallée, derrière les crêtes dentelées et bleuâtres, il y avait une autre contrée, l'Espagne. Trois syllabes musicales qui parlèrent bien vite à mon imagination, je rêvais de pénétrer dans une terre étrangère que je devinais profondément différente de la France et que je revêtais d'un charme un peu magique. Luchon communique avec le Val d'Aran par le très facile col du Portillon. On m'y fit monter à pied. C'est ainsi que, en 1933, un garçon de huit ans put atteindre la frontière, faire quelques pas au delà de la ligne symbolique et apercevoir les tricornes vernis de ses premiers gardes civils.

I

Après cette précoce mais fugitive vision d'un pays alors républicain, les événements de 1936 attirèrent bientôt sur l'Espagne l'attention de mon entourage. On parlait de soulèvement militaire, on réprouvait des massacres de prêtres. À la vérité, je restais assez en dehors de tout cela. Était-ce, déjà, une certaine réticence à me laisser influencer, ou plus simplement, l'emprise des préoccupations scolaires à l'approche du Baccalauréat? D'ailleurs, même l'exode massif de 1939 n'éveilla qu'un faible écho dans mon collège religieux d'Aix-en-Provence, qui fut autrefois celui de Charles Maurras et qui avait, au contraire, maintenant, des sympathies démocrates chrétiennes. Avec la Guerre, la défaite et les dures années de l'Occupation allemande, l'image de l'Espagne s'estompa. Pourtant, je me souviens avoir remarqué, non sans quelque surprise, que ce fut Lequerica, l'Ambassadeur de Franco, qui servit d'intermédiaire lors des négociations de l'Armistice de 1940. L'année suivante, le hasard fit aussi que je me trouvais dans mon bourg natal lorsque le traversa l'imposant cortège automobile ramenant le Caudillo de la frontière italienne, où il avait rencontré Mussolini, vers Montpellier, où le Maréchal Pétain devait le saluer.

Mais, ce ne fut vraiment qu'à Paris, en 1945, que mon intérêt pour l'Espagne se réveilla et s'affirma. Élève de l'École des Sciences Politiques, il me fallut choisir une deuxième langue vivante, s'ajoutant à l'anglais. J'optai pour l'espagnol, les sonorités du castillan me

* Ce texte, que nous remercions Madame Nicole Bécarud de nous avoir confié, a été publié en espagnol, traduit par Marga González et revu par Federico Romero, sous le titre, « El itinerario de un hispanista en época de Franco », *Boletín de la Institución Libre de Enseñanza*, n° 39, Madrid, 2000, p. 39-62.

plurent ; on s'essayait à le parler et on traduisait des textes littéraires. L'un d'eux me frappa, une page de Pio Baroja évoquant, avec beaucoup de relief, Cuenca, au siècle dernier. Je me trouvais confirmé dans l'idée que l'Espagne était bien un pays à part. Elle le restait toujours, en ce moment même, mais pour d'autres raisons, tenant à son régime et à son comportement pendant le conflit qui était en train de se terminer.

La presse, redevenue libre, évoquait volontiers la Guerre Civile et, l'on put aussi présenter enfin *L'Espoir*, le film tourné sur place par Malraux tiré de son célèbre roman. Je le vis, un après-midi, dans un cinéma des Champs-Élysées. Ce fut un coup de foudre. Pour la première et unique fois de ma vie, je ne bougeai pas de mon fauteuil afin d'assister à la séance suivante. D'un coup, la Guerre d'Espagne m'apparut dans sa dimension d'épisode fondamental de l'histoire contemporaine. J'avais peu lu Malraux jusque-là, je me plongeai, bien sûr, dans *L'Espoir* puis passai à Hemingway et à *Pour qui sonne le glas*. Je fis d'autres lectures qui me permirent assez vite d'apercevoir la complexité de la situation espagnole dans les années 30 et me donnèrent l'envie d'en savoir plus.

Mais, je faisais alors mes débuts professionnels au Sénat et j'étais curieux de connaître l'Angleterre, tant les livres d'André Maurois, du *Colonel Bramble* à *Disraeli*, dévorés pendant mon adolescence, m'avaient marqué. Plusieurs séjours outre Manche me permirent de goûter les paysages du *Lake District* et les errances dans Londres. Cet intermède anglais coïncida avec l'ostracisme international qui frappait l'Espagne franquiste, la frontière franco-espagnole se trouvait fermée. Lorsqu'elle fut réouverte, en 1950, je repensai à l'Espagne. Pourquoi ne pas se rendre tout de suite dans ce pays qui continuait à m'attirer ?

II

Au début de l'automne 1950, je partis pour Barcelone via Puigcerda. Je garde un souvenir très vif de ce voyage dans un train bondé où les étrangers étaient rares, il y régnait une promiscuité chaleureuse tout à fait méditerranéenne. Méditerranéenne, c'est bien ainsi que m'apparut Barcelone visitée en touriste consciencieux, une métropole plus ample et mieux construite que Marseille ; et en apparence au moins, aussi allègre, compte tenu des conditions de vie que l'on sentait difficiles.

Au retour, j'avais décidé de m'arrêter sur la Costa Brava et j'avais choisi le petit port de Blanès où je passai quelques jours. Là, mieux qu'à Barcelone, je perçus pour la première fois le retard du pays et combien tout séjour en Espagne prenait figure de voyage dans le passé. Je connaissais bien Bandol ou Sanary, localités provençales tout à fait analogues à Blanès. Et pourtant que de différences ! On se trouvait reporté plusieurs décennies en arrière, les rues n'étaient pas goudronnées, les autos absentes. Pour se rendre d'une crique à l'autre les quelques tardifs estivants, tous bons bourgeois de Barcelone, utilisaient le cheval, au moins les plus jeunes d'entre eux. Tout près de mon petit hôtel, devant la plage, il y avait une pharmacie, dont le propriétaire réunissait, le soir, quelques amis et sortait des chaises pour la traditionnelle *tertulia*. On fit signe tout de suite à ce jeune Français solitaire qui baragouinait un peu d'espagnol, la conversation restait assez banale mais on insistait souvent sur tout ce que représentait pour l'Espagne le retour de visiteurs étrangers. Cette sociabilité immédiate me frappa en même temps, que, dans un autre domaine, les marques de respect prodiguées au clergé. Sur le chemin du retour, dans le petit car qui me ramenait à la gare voisine, un prêtre monta, juste avant le départ, il fut accueilli par des salutations empressées et installé à la meilleure place.

Je rapportai de ce premier et rapide contact l'impression d'un pays méridional, sympathique et attardé, assez proche de ma Provence natale, qui méritait d'être mieux connu, d'autant que sa situation politique, au moins telle que pouvait la percevoir un visiteur qui alors ne s'y intéressait pas en priorité, semblait relativement stabilisée. Mais, la Catalogne était-elle la véritable Espagne, n'était-ce pas vers la Castille et vers Madrid qu'il me fallait aller? Je le sentais confusément. Lors d'un second voyage, l'année suivante, le choc décisif se produisit. J'ai toujours été extrêmement sensible tant à la diversité des paysages qu'à la variété des ambiances urbaines. Mes études, poussées, de Géographie en même temps que d'Histoire, n'avaient pu que développer cette sorte de disposition naturelle. Au mois de juin 1951, entre Burgos et Valladolid, ma première rencontre avec la *meseta* reste inoubliable. Je me rendais à Madrid par petites étapes et j'avais emprunté un *correo* aux antiques wagons de bois dignes d'un western. Depuis la plateforme, le lent convoi me laissait toute latitude de contempler, sous un soleil de feu, d'immenses étendues, grises ou ocre, avec quelques rares tâches de verdure; on était bien loin des riantes campagnes tourangelles ou poitevines traversées les jours précédents; çà et là, des villages terreux, groupés autour de leur clocher, rappelaient seuls la présence humaine pas d'autres constructions, pas de fermes isolées et, sur tout cela, une lumière d'une limpidité sans pareille. Quant aux villes, elles avaient chacune leur personnalité propre. Aucune ne me frappa davantage qu'Avila où je me trouvai le 24 juin, jour de *mi santo*. On y était projeté hors du temps; aucun touriste, j'étais seul dans mon hôtel face à la cathédrale. Corsetée dans ses remparts, Avila semblait ne pas avoir bougé depuis des siècles. J'errai par des rues à peu près vides, mon regard s'attardait sur les vastes horizons découverts depuis les murailles, j'étais conquis. Rétrospectivement, je reste aujourd'hui frappé par cette exaltation esthétique qui me faisait rejeter à l'arrière-plan tout ce qui relevait du politique, y compris cet événement formidable qu'avait été la Guerre Civile. La page me semblait tournée. Le pays avait retrouvé son visage immuable. Mon séjour à Madrid ne remit pas en cause cette perception du régime comme une espèce de fait acquis. Je ne sortis guère du centre et me sentis vite à l'aise dans une cité animée, vivante; les aveugles vendaient des billets de loterie, les marchandes des rues proposaient des cigarettes au détail et, parfois, du pain blanc à la sauvette; on sentait que la vie quotidienne devait être précaire pour beaucoup mais l'entrain d'une capitale, en si fort contraste avec la torpeur d'Avila, emportait tout. Après Madrid, Tolède, si célébrée pourtant par les voyageurs étrangers, ne me laissa pas d'images aussi fortes que celles rapportées de Vieille Castille.

III

De retour en France, tout cela, si l'on peut dire, cristallisa. Une vocation était née, je fus pris d'une sorte de passion pour un pays qui, s'il n'était plus au banc des nations, était loin, alors, d'être à la mode. D'abord, je décidai d'apprendre le mieux possible la langue (méthode *Assimil*, puis étude systématique de la grammaire). Ensuite, je commençai à m'initier à la littérature, en m'orientant vers des œuvres contemporaines, parmi elles, en tout premier lieu, les livres de voyage, ceux d'Unamuno, spécialement, qui évoquent si bien la Castille. Puis, la poésie, Lorca et surtout Antonio Machado; j'aurais pu plus mal choisir mais Cervantès et le Siècle d'Or m'attirèrent moins, je le regrette aujourd'hui encore. Musique populaire, Flamenco, tauromachie même, ne furent pas laissés de côté. Sur l'Espagne, je commençai à me constituer une bibliothèque d'ouvrages tant en français qu'en espagnol et en anglais. Et puis, à partir de 1952, chaque fois que les circonstances le

permettaient, je traversais la frontière à la recherche des contrastes d'un pays dont j'avais vite perçu l'extrême diversité. Je prenais, en même temps, de plus en plus conscience des affrontements qui avaient marqué son histoire et dont je relevais partout la marque.

Ainsi s'ouvrit, entre 1952 et 1961, année où mon mariage changea mon rythme de vie, une période de voyages répétés, une bonne vingtaine, si je compte bien, dont il me faut préciser le caractère. Il s'agissait d'une sorte d'exploration quasi méthodique du territoire espagnol avec ses régions si différentes entre elles. Sans négliger les grandes cités, je donnais la priorité aux petites villes provinciales où l'empreinte du passé s'était le mieux maintenue. De la Galice à l'Andalousie, de l'Aragon à l'Extrémadure, j'ai parcouru, en tous sens, pendant dix ans, l'ensemble de la Péninsule, toujours sensible à son originalité, toujours pris par le sentiment de dépaysement total que j'y trouvais. Je voyageais presque toujours seul, sauf au cours de l'été 1954, où, soucieux de faire partager mon enthousiasme, j'avais entraîné quelques amis proches dans une grande virée automobile qui nous conduisit du Levant valencien à la Côte cantabrique.

Il y avait, d'abord, le rituel passage de la frontière, souvent à Irun, avec le pincement de cœur accompagnant l'entrée dans une terre, toujours « pas comme les autres », avec aussi le contrôle sourcilieux des bagages par les carabiniers. Ensuite, la cabine d'un Sud-Express à la Valéry Larbaud, grâce au change favorable, et ses marqueteries luxueuses mais fatiguées, un parcours nocturne cahoteux, le réveil vers Avila ou l'Escorial, enfin l'arrivée dans un Madrid encore dépourvu de vraie banlieue résidentielle. Mais, je ne fréquentais pas seulement les trains de luxe. Toutes ces années-là, que de longues heures passées dans des wagons branlants, le front collé à la vitre, je m'imprégnais du spectacle de « *la ancha y triste España* ». Un trajet comme celui de Valladolid à Soria à bord du *Shanghai*, cet express, célèbre à l'époque qui reliait – lentement – La Corogne à Barcelone, reste dans mon souvenir l'un des plus caractéristiques. Mais, je n'étais pas moins sensible à la mélancolie celtique de la ria de Noya ou à la grâce des « villages blancs » andalous. J'ai pu constituer ainsi un véritable stock d'images d'une vieille Espagne partiellement disparue aujourd'hui, images, au sens propre du terme, car je photographiais avec passion, multipliant les clichés de places à arcades et de façades plateresques. De Cuenca, par exemple, alors aussi endormie que l'avait évoquée Baroja et Pérez de Ayala, je conserve une série de photos, devenues documents d'époque, avec des *burros* grimpaient les ruelles pentues entre des maisons délabrées qui abritent maintenant les ateliers de peintres à la mode.

Après celle de la Castille, la découverte de l'Andalousie fut, elle aussi, mémorable. J'étais arrivé par mer à Cadix venant de Marseille; de là je gagnai Séville en train, le trajet, « barrésien », de la gare à l'hôtel s'effectuant dans une calèche assaillie par de jeunes vendeurs de jasmin. Davantage que Séville, ce fut Cordoue qui m'enchantait, plus réservée et si proche encore de Mérimée. Il est vrai que, grâce à des relations espagnoles de Paris, je pus y rencontrer un jeune peintre, alors ignoré, Antonio Povedano, qui devait devenir un artiste connu et le plus excellent des amis. Nous sympathisâmes tout de suite et, par son intermédiaire, j'entrai vraiment en contact, pour la première fois, avec un petit cercle de gens cultivés, quelques-uns mi-journalistes mi-poètes, tel qu'il en existait à l'époque dans nombre de cités de province. Il y avait des rencontres régulières, à certains moments de la journée, tantôt dans des tavernes, tantôt dans de grands cafés, mais dont la clientèle restait exclusivement masculine. Povedano, pour de raisons géographiques, avait été mobilisé du côté de Franco, il ne parlait jamais de ses propres expériences militaires. Mais, à notre groupe se joignait parfois un ancien *boticario* plus âgé, ancien maire républicain d'un village des alentours, qui avait passé plusieurs années en prison. Respecté de tous, il manifestait dans

son comportement et ses propos, une sorte de prudence un peu craintive qui me fit pressentir les drames ayant bouleversé tant d'existences. Ce fut une des premières fois où la fracture, invisible mais toujours présente, entre les anciens « Rouges » et les autres m'apparut dans sa réalité quotidienne, bien que la politique ne tint à peu près aucune place dans nos conversations. J'eus l'occasion de revenir bien des fois à Cordoue et même d'y être reçu par l'évêque, un dominicain vêtu de blanc, très pro-franquiste autrefois, maintenant reconverti dans l'action sociale et la construction d'habitations à bon marché. Entouré d'apparat, ce puissant personnage se montra, je dois le dire, aimable et plutôt pondéré dans ses propos. Povedano me fit visiter les grosses agglomérations mi-urbaines mi-rurales de la province : Baena, Lucena, Priego, visibles de si loin à travers les étendues monotones de la *campiña*, leurs longues rues aux maisons soigneusement blanchies, leurs palais seigneuriaux, leurs accueillants *casinos*. J'eus l'occasion de voir le petit village où vivaient encore les parents de mon ami, l'humble et si propre demeure paysanne, avec la salle commune que les bêtes devaient traverser pour rejoindre l'écurie. Antonio, proche de la terre, se préoccupait des problèmes agraires et je pus, grâce à lui, voir sans intermédiaire officiel, l'un de ces villages créés de toutes pièces, par l'*Instituto Nacional de Colonización* dans des secteurs nouvellement irrigués, ce qui était, à l'époque, assez exceptionnel pour un étranger.

IV

Parallèlement à ces voyages, je poursuivais à Paris ma vaste enquête sur le passé et le présent espagnols, elle trouva bientôt le point d'application dont elle avait besoin. J'avais, depuis longtemps, des rapports personnels avec les Dominicains, je fréquentais leur maison d'édition et connaissais leurs diverses publications. La plus notable d'entre elles, *La Vie Intellectuelle*, avait joué un rôle important, en même temps que l'hebdomadaire *Sept*, dans les remous polémiques que la Guerre d'Espagne avait fait naître chez les catholiques français. Proches de Mauriac et de Maritain, les revues dominicaines avaient soutenu la cause des Basques et manifesté d'expresses réserves sur le concept de « guerre sainte » et sur l'appui donné à Franco par beaucoup de catholiques. Quinze ans après, *La Vie intellectuelle*, à laquelle je commençais à collaborer, s'exprimait désormais fort rarement sur l'Espagne. Il est vrai que le régime franquiste avait survécu à la Guerre Mondiale, au boycott international et qu'enfermé dans ses certitudes, il semblait solide. Toute une partie de l'opinion française en prenait acte sans s'interroger davantage, ou bien même en tirait plus ou moins ouvertement satisfaction. À gauche, le mythe de la Guerre d'Espagne demeurait bien vivant, entraînant chez certains un refus délibéré de se rendre dans le pays de Franco. Pour moi tout le premier, les scènes et les dialogues de *L'Espoir* gardaient leur force mais je les remplaçais mieux maintenant dans leur contexte historique ; je connaissais suffisamment le pays et son passé récent pour ne pas me poser, à mon tour bien des questions. L'une, essentielle, me concernait personnellement. Si j'avais été, durant l'été 1936, un jeune catholique espagnol d'esprit ouvert – il y en avait – quel eût été mon choix dans le climat de tension extrême régnant alors ? Ajoutés à l'indéniable et brutale vague antireligieuse, tant de facteurs, certains circonstanciels, ou purement locaux, auraient joué qu'il m'était impossible de déterminer ce qu'aurait été mon option ou le camp dans lequel je me serais trouvé. Il fallait donc éviter tout manichéisme sommaire et je pris le parti de m'en tenir là.

Par ailleurs, quand je me trouvais en Espagne, j'observais, j'écoutais et malgré la réserve prudente qui était alors la règle, chez mes amis de Cordoue par exemple, j'entrevois des divergences, retrouvées dans les journaux que je parcourais. L'omniprésence catholique,

elle-même, si générale et souvent si pesante, n'était pas monolithique, je le percevais de mieux en mieux. Une revue comme *La Vie Intellectuelle*, dont l'un des objectifs majeurs, maintes fois rappelés par son directeur, le P. Maydiou, était de faire écho aux courants si divers traversant le catholicisme au-delà de nos frontières, se devait de regarder à nouveau du côté de l'Espagne; des évolutions étaient en cours, il fallait y prêter attention et en rendre compte. Deux ouvrages, parus dès 1948, m'en donnèrent l'occasion : *España como problema* de Pedro Laín Entralgo et *España sin problema* de Rafael Calvo Serer. Lus attentivement, ils me confirmèrent bien que l'Espagne franquiste était traversée de courants idéologiques distincts, et qu'un débat fondamental se poursuivait, où l'élément religieux occupait une place essentielle, entre « *comprensivos* » et « *excluyentes* », pour reprendre la terminologie de l'époque. D'un côté, Laín Entralgo, médecin et universitaire, catholique et phalangiste certes, mais très influencé par les maîtres de la génération précédente, Unamuno et Ortega, exposait ce qu'il considérait comme le problème spécifique de l'Espagne des cent dernières années. C'est-à-dire, en simplifiant les choses, qu'il relevait les étapes de la fracture séparant les représentants d'une pensée voulant s'affranchir d'impératifs religieux rigides et les tenants de la tradition intransigeante qui identifiaient Espagne et catholicité : Se généralisant et se durcissant, le conflit entre ces deux tendances avait été l'une des causes majeures de la tragédie de 1936. Sans renier son idéal et au nom d'un « sentiment catholique de l'existence », Laín s'adressait à l'autre Espagne en s'interrogeant sur les rapprochements possibles, au-delà de tout éclectisme superficiel.

Rien de tel chez Calvo Serer, professeur d'université lui aussi, lequel, se réclamant avant tout de Menéndez y Pelayo, refusait tout ce qui s'écartait de l'orthodoxie nationale et catholique la plus stricte. Il n'y avait pas deux Espagne mais une seule dont la légitimité historique, définitivement confirmée par la victoire de 1939, devait être proclamée sans complexe. Contre révolutionnaire et anti libéral, Calvo Serer – il évoluera plus tard – affirmait que l'Espagne avait des problèmes à résoudre mais qu'elle n'était plus un problème; il fallait convaincre, et, tout au plus, tenter d'assimiler ce qui était assimilable. Je m'efforçai de présenter les deux thèses en présence dans un article copieux, évidemment favorable, non sans maintes réserves, à la position de Laín; intitulé « Le problème espagnol d'après quelques livres récents », *La Vie Intellectuelle* le publia, en juin 1953. À la relecture, ce premier texte consacré à l'Espagne me paraît bien sommaire, il ne passa pourtant pas inaperçu de l'autre côté des Pyrénées. On n'avait pas oublié les prises de position de la revue au cours des années 1936-1939 et voir la publication majeure des Dominicains de Paris se tourner de nouveau vers l'Espagne n'était pas sans signification. Il se trouvait que le Régime, recherchant alors l'appui d'un secteur bien déterminé du monde catholique, venait d'esquisser une politique de relative ouverture au moins dans l'Enseignement supérieur. Joaquín Ruiz Giménez, ancien ambassadeur auprès du Vatican devenu Ministre de l'Éducation, était le protagoniste principal de cette tentative de libéralisation; il avait, choix très symbolique, nommé Pedro Laín Entralgo Recteur de l'Université de Madrid. De passage dans la capitale espagnole, je signalai ma présence à Pedro Laín et l'on convint que j'irai le voir dans le vieux « *caserón* » de San Bernardo où se trouvait son bureau. Cette visite reste bien présente à ma mémoire, traversant l'antichambre rectorale, je vis plusieurs personnes attendant apparemment d'être reçues, l'appariteur prit ma carte et fit passer le jeune Français avant tout le monde. Dans un vaste bureau, où les images symboliques du régime étaient bien en place, je fus accueilli par un homme affable, cordial face à un interlocuteur, encore fort novice en hispanisme. J'évoquai, au cours de notre conversation, un autre livre du Recteur de Madrid, consacré à la Génération de 98, en soulignant comment

il se trouvait à l'origine de ma dilection particulière, et toujours conservée, pour Unamuno et Antonio Machado.

V

Pedro Laín était, on l'a dit, l'un des chefs de file de la politique d'ouverture libéralisante mise en œuvre par Joaquín Ruiz Giménez. Durant ce même séjour à Madrid, je fis une autre rencontre, d'une importance décisive sur tous les plans, celle d'un ami très proche de Laín, José Luis Aranguren, qu'un éminent philosophe dominicain de Paris, le P. Dubarle, tenait en haute estime et m'avait conseillé d'aller voir. Au moment de sa disparition, en 1996, Aranguren se trouvait devenu *mutatis mutandis*, le successeur d'Unamuno et d'Ortega; comme eux, il avait pris figure de personnage exceptionnel, admiré et critiqué, mais dont la stature en imposait à tous. Le cours même de son existence, ses livres, ses nombreuses interventions dans la presse, marquées d'une totale et imprévisible liberté d'esprit, l'avaient peu à peu fait occuper une place qui était bien analogue à celle de ses illustres prédécesseurs. Ce n'est pas cet Aranguren que je veux évoquer ici. Plus de quarante ans avant, quand je le vis pour la première fois, il était encore presque un débutant dont l'audience, pour réelle qu'elle fut, ne dépassait pas un cercle relativement restreint. Mais il représentait un type d'intellectuel, et d'intellectuel catholique, tout à fait à part dans l'Espagne franquiste. Auteur de deux livres remarquables sur le protestantisme, il publiait aussi des articles abordant les questions religieuses avec autant de liberté de ton que le lui permettait une censure toujours vigilante. Ces textes, souvent de caractère autocritique, réunis un peu plus tard sous le titre de *Catolicismo día tras día* le feront accéder à la vraie notoriété, l'un d'entre eux sera publié, dans *La Vie Intellectuelle*. Était-il déjà quand je le vis, titulaire de la chaire d'Éthique à l'université de Madrid, que Laín lui avait conseillé de briguer et qu'il avait conquise après des *oposiciones* mémorables? J'avoue ne plus m'en souvenir. Son comportement, en tous cas, ne fut nullement celui d'un personnage investi d'une fonction importante. Je me trouvais devant un homme au physique ingrat, mais dont la simplicité chaleureuse et la capacité d'écoute m'inspirèrent une immédiate sympathie. Cette sympathie devait se transformer bientôt en authentique et profonde amitié. Je découvris vite la très vaste culture de José Luis Aranguren, mais, chez lui, l'étendue des connaissances et le goût des idées allaient de pair avec une attention au cours du monde, une disponibilité qu'il conservera toute sa vie. Je mesure pleinement, en écrivant ceci, la chance que j'ai eue de rencontrer quelqu'un qui me prit véritablement en main et se fit mon introducteur dans les milieux assez fermés d'une certaine *intelligentsia* laquelle, sans lui, eût été inaccessible à un jeune Français.

Désormais, l'appartement de bourgeois cultivé qu'habitaient Aranguren et sa nombreuse famille, *calle de Velázquez*, devint un point d'arrêt obligé lors de mes séjours à Madrid. Je déjeunais chez lui avec les siens et, après avoir commenté dans son bureau l'actualité espagnole et française, mon hôte, être éminemment sociable, téléphonait pour me ménager une entrevue ou bien me faisait inviter à quelque dîner dont les convives méritaient, à son avis, d'être rencontrés. C'est aussi Aranguren, je ne l'oublie pas, qui me fit visiter les misérables *chabolas* du « *Pozo del Tío Raimundo* » et m'emmena voir le P. Llanos, jésuite engagé vivant dans ces faubourgs sordides de la capitale, trop ignorés des étrangers.

Mes voyages à Madrid, en 1954-1956, me permirent ainsi d'assister de l'intérieur à la lutte journalière entre les tenants de la politique d'ouverture et ses nombreux adversaires: traditionalistes, intégristes, membres de l'*Opus Dei*, dont on commençait à parler beaucoup,

et, tout simplement franquistes purs et durs. Les deux camps s'affrontaient à propos des nominations aux postes de quelque importance tandis que des thèmes délicats commençaient à être abordés dans la presse d'une manière allusive, face à une censure aux aguets ; tout cela me rappelait un peu ce que j'avais connu sous Vichy, en 1941-42, au cours du début de mes études universitaires. Je fis la connaissance de la plupart de ces « phalangistes libéraux », collaborateurs de la revue *Escorial* : Dionisio Ridruejo, José Antonio Maravall, Luis Felipe Vivanco. Constamment sur la brèche pour défendre Unamuno ou Ortega, en butte à des attaques violentes ou fielleuses, ils se risquent même – Aranguren fut l'un des premiers – à évoquer, sans passion, l'autre Espagne, celle des écrivains et intellectuels de l'exil.

À ce conflit majeur s'ajoutait, je m'en rendis vite compte, le comportement ambigu d'un secteur influent de l'Action Catholique, autour des « propagandistes », disciples d'Ángel Herrera, lesquels s'en tenaient toujours à un conformisme idéologique timoré, d'où encore des polémiques, plus feutrées celles-là. C'est un tout autre style, qui prévalait dans les « Conversations catholiques de Gredos ». Les personnalités de haut vol qui y participaient tinrent une réunion d'études à Alcalá de Henares à laquelle, grâce à Aranguren, je pus me rendre. Laín, Ridruejo, Díez del Corral, Ruiz Giménez, lui-même, étaient là. Loin de la politique quotidienne, j'assistai à des échanges de vues témoignant d'une parfaite connaissance du mouvement des idées dans l'Europe du moment et de préoccupations spirituelles authentiques. J'étais impressionné, mais je sentais aussi, comme le fera remarquer plus tard Aranguren dans son autobiographie, *Memorias y Esperanzas Españolas*, qu'on se tenait vraiment trop au-dessus de la mêlée. C'est ce qu'éprouvait aussi un Catalan de ma génération, Enrique Boada, qui nous accompagnait à Alcalá et avec lequel je me liai durablement. Lui-même était politiquement engagé, il devait rejoindre ce qui allait devenir le *Frente de Liberación Popular*, mouvement chrétien de gauche où mes amis seront nombreux.

Par Enrique Boada et aussi par Aranguren, l'un des intellectuels madrilènes les plus attentifs à ce qui se passait en Catalogne – il écrivait régulièrement dans la revue catholique avancée, *El Ciervo*, publiée à Barcelone – je pus élargir mon horizon et me créer dans la métropole catalane un précieux réseau de relations. Ces relations, on le voit, privilégiaient les milieux catholiques. On était en plein « National Catholicisme », je pus mesurer de quel poids il pesait sur la société et combien étaient plus manifestes que jamais les liens de l'Église avec le régime. Le Concordat venait d'être signé et les dirigeants franquistes se glorifiaient de l'harmonie existant entre l'Église et l'État. Il y avait pourtant des discordances, je m'efforçai de les détecter avec un soin jaloux dans les chroniques que publiait régulièrement désormais *La Vie Intellectuelle* au cours de ces années-là. Qu'il s'agisse de l'Action Catholique ouvrière, des excès de contrôle sur la presse religieuse, j'étais à l'affût des moindres divergences. Leur faire écho dans la revue des Dominicains relevait d'autant plus de ce que j'estimais être mon rôle que ces aspects politico-religieux de l'actualité espagnole ne retenaient guère l'attention en France. En 1955, à l'occasion de la mort d'Ortega y Gasset, je ne manquai pas de souligner l'acharnement contre lui de quelques théologiens, j'avais été, sur place, le témoin direct de leurs tentatives – vaines – pour faire mettre son œuvre à l'Index. L'année suivante, dans un article intitulé « Crise de régime en Espagne », je commentai les troubles universitaires qui entraînèrent la fin de l'expérience Ruiz Giménez, je pus souligner, pour la première fois, le rôle de l'*Opus Dei*.

VI

Si j'abordais souvent les problèmes par le biais du religieux, j'étais loin de m'en tenir là, et je multipliais les lectures sur l'ensemble du passé immédiat espagnol. Un livre, lu dans sa première version anglaise, m'apporta beaucoup : *The Spanish labyrinth* de Gerald Brenan. Cet « amateur » anglais, installé, dès les années 20 au fond de l'Andalousie, y analysait les modalités espagnoles de l'anarchisme comme les questions agraires avec une grande perspicacité. Cette Espagne du Sud, je la retrouvais dans un autre ouvrage, celui de Jean Sermet, lu à la même époque, qui en évoquait les contrastes avec tant d'intelligente précision. Ma propre formation géographique, nourrie par mes pérégrinations d'un bout à l'autre de la Péninsule, me conduisit à saluer d'un compte rendu louangeur, dans *La Vie Intellectuelle*, le *Viaje a la Alcarria*. Camilo José Cela reprenait un genre littéraire qui m'était cher et qu'illustreront plus tard, avec d'évidentes intentions critiques, Juan Goytisolo et bien d'autres. Je fus ainsi amené à m'intéresser de plus près à la production romanesque à cette *novela social*, alors en plein essor. Je lus *La Colmena* mais, aussi Sánchez Ferlosio et Jésus Fernandez Santos « C. J. Cela et le roman espagnol contemporain », tel était le titre de l'article que devait publier, en 1958, la fort prestigieuse revue *Critique*, dont je devins ensuite l'un des collaborateurs réguliers pour les choses espagnoles. Le roman, considéré comme document sur l'état d'une société, me fit remonter dans le temps. Je me plongeai dans Galdós et, surtout, je découvris avec émerveillement, le chef-d'œuvre de Clarín, *La Regenta*, se trouvait alors mise sous le boisseau en Espagne, pour des motifs politico-religieux, mais j'avais déniché, à Paris, une édition argentine. Le premier de mes *Cuadernos* parus à Madrid, sera un bref essai sur le grand livre de Clarín, mais il faudra attendre 1964.

Brenan m'avait permis de mieux comprendre les extraordinaires difficultés de la situation espagnole à la veille de la Guerre Civile. Or, je venais de terminer ma thèse de doctorat dans le cadre d'une discipline, qui se développait rapidement, en France : la sociologie électorale. L'idée me vint d'appliquer à l'Espagne une méthode de recherche que je connaissais bien en choisissant la brève période républicaine, ces années 1931-1936, au cours desquelles avaient eu lieu des consultations électorales significatives. Tout cela exigeait de vastes lectures et ne devait aboutir qu'ultérieurement, mais je me trouvais conduit à fréquenter les librairies spécialisées de Paris, situées en plein Quartier Latin, tout près du Palais du Luxembourg, mon lieu de travail. En sortant de mon bureau, le soir, je m'arrêtais souvent à la « Librairie Espagnole » de la rue de Seine dont je devins un habitué. On a maintes fois mis en lumière sa fonction de carrefour hispanique. Antonio Soriano avait su y attirer aussi bien des représentants de la jeune littérature péninsulaire que des exilés de toutes tendances, installés en France ou vivant en Amérique et de passage en Europe. J'ai eu ainsi la chance de pouvoir rencontrer, parmi bien d'autres, Alejo Carpentier et surtout Max Aub, trop peu connu en France, dont je vantai, dans *Critique*, les éminentes qualités de romancier. Manuel Tuñón de Lara était l'un des piliers de la librairie, autour de lui se réunissait une *tertulia* qui devint une véritable institution, la gauche socialisante et communisante y donnait le ton. Français et non engagé, je restais à l'écart mais j'entretenais avec Tuñón et son groupe d'excellentes relations. L'autre librairie, installée rue Monsieur le Prince, relevait politiquement d'une autre mouvance. L'esprit libertaire y régnait sans partage. Mais, là aussi, le Français curieux des choses d'Espagne recevait le meilleur accueil et trouvait sa provende livresque. Au fil des années, mes rapports avec les Espagnols contraints par l'exil de vivre à Paris se multiplièrent. Certains connaissaient

un sort précaire, comme cet ancien Secrétaire Général des Cortès républicaines à qui le Parlement français confia, pour l'aider, des traductions modestement rétribuées, affaire que j'eus à régler. J'entrai aussi en contact avec le gouvernement républicain installé à Paris de même qu'avec les Basques, qui publiaient un remarquable bulletin d'information dont ils me firent le service. J'avais fait la rencontre du « Père Olaso », alias Chanoine Onaindia, un prêtre à la forte personnalité, dont les émissions radiophoniques à destination de l'Espagne furent longtemps très suivies ; elles ne survécurent pas à la IV^e République, malgré tous les efforts de « gaullistes de gauche » alertés en vain par mes soins. J'ignorais, en revanche, l'Ambassade de l'avenue Georges V, je ne devais en franchir le seuil qu'après 1975. Mais je fréquentais assidûment le Collège d'Espagne dont le Directeur fut longtemps Joaquín Pérez Villanueva, « phalangiste libéral », proche de Laín et d'Aranguren.

Cette période 1958-1960 vit l'Espagne prendre peu à peu le chemin de la modernisation économique, j'en rendais compte dans les chroniques que je continuais à donner régulièrement à diverses publications, dont la revue franco-allemande *Dokumente* et d'autres périodiques étrangers.

Non universitaire, je fis aussi une brève expérience d'enseignant dans le cadre du Centre d'études et de recherches espagnoles et ibéro-américaines, créé par Mgr. Jobit à l'Institut Catholique. Je fus chargé d'initier les étudiants à la Géographie, au sens le plus large du terme, d'un pays que j'avais tant sillonné. Pierre Jobit, auteur d'une thèse remarquée sur les Krausistes, ancien pensionnaire de la Casa de Velázquez, connaissait beaucoup de gens, à Paris comme à Madrid. Quelque peu mondain, mais chaleureux et d'esprit ouvert, il entretenait des contacts avec l'Ambassade dont les représentants fréquentaient les réceptions de l'Institut Catholique, je remarquai, sans surprise, leur empressement auprès du haut clergé.

En définitive, on le voit, je me montrais éclectique dans mes contacts, tout en n'abordant qu'avec prudence certains thèmes avec certains interlocuteurs. C'était volonté délibérée ; je tenais à conserver ma situation d'observateur critique mais qui se voulait sans a priori ni exclusives. L'inlassable Angel Trapero, en raison de ses fonctions à l'UNESCO, fut pour moi, au cours de cette période, le plus précieux des intermédiaires. Je lui dois d'avoir fait la connaissance d'Antonio López Campillo, scientifique libertaire aux multiples talents, qui avait dû quitter Madrid après les troubles universitaires de 1956. Avec lui et avec son épouse Évelyne, jeune et brillante agrégée d'espagnol, se nouèrent des relations d'étroite et confiante amitié qui auront toutes sortes de prolongements.

VII

Revenons à ce Madrid des années 60 où je me rendais fréquemment. Je n'y étais plus un débutant mais un observateur peu reconnu ayant son réseau de relations. Grâce, une fois de plus, à José Luis Aranguren, ce réseau s'élargit notablement en s'étendant à une importante maison d'édition : *Taurus* dont le rôle éminent a été justement souligné². La Banque Fierro, qui finançait *Taurus*, laissait ses animateurs, rusant avec la censure et s'inspirant d'un libéralisme tous azimuts, adopter une attitude de refus des conformismes et d'ouverture sur le monde sans analogue dans le Madrid d'alors. Dans le domaine des idées, *Taurus* publiait Teilhard de Chardin et Emmanuel Mounier, en même temps que des

² Notamment dans l'excellente étude de Jordi Gracia : *Estado y Cultura. El despertar de una conciencia crítica bajo el Franquismo (1940-1962)*.

œuvres d'exilés notoires, d'Américo Castro à Francisco Ayala. Du côté de la littérature pure, la maison ouvrait largement ses portes aux jeunes narrateurs.

Le directeur de *Taurus* était alors Francisco Garcia Pavon, romancier et nouvelliste trop oublié aujourd'hui. Il écrivait des livres aux titres significatifs, *Los Liberales*, *Cuentos Republicanos*, s'inspirant d'un *costumbrismo* modernisé et doucement ironique du meilleur aloi; *Manchego*, il avait fait venir à ses côtés son *paisano*, Eladio Cabanero, autodidacte et poète authentique. Travaillait aussi à *Taurus* Jorge Campos, ancien « rouge » d'une rare culture qui n'évoquait jamais ses pénibles expériences d'après 1939, mais rendait régulièrement visite aux vétérans, Baroja et Azorin, et rapportait les derniers potins du Café Gijón ou de la librairie de D. Léon Sanchez Cuesta. Tous m'initiaient aux menues péripéties de la vie littéraire madrilène, je les retrouvais dans le voisinage, autour des *tapas* rituelles, en même temps qu'un autre pilier de *Taurus*, Florentino Trapero, qui devait devenir mon traducteur attiré et le plus fidèle des amis.

En 1958, avec les *Cuadernos Taurus*, est créée une nouvelle collection qui va faire beaucoup pour la renommée de la maison. Ces monographies à parution régulière bénéficieront vite d'une large audience auprès du public cultivé, il y en aura plus de cent en 1970. Aranguren ouvre la série avec une étude sur *La ética de Ortega*, de grands auteurs étrangers suivront, de Jaspers à Mauriac, ainsi que des Espagnols, jeunes et moins jeunes, de Tierno Galván à José María Castellet. Histoire littéraire, sciences humaines et religieuses les thèmes des *Cuadernos* sont très divers avec un souci constant d'attention aux nouveaux courants d'idées en allant aussi loin que le permettaient les contraintes de la censure. Dans les *Cuadernos*, paraîtra en 1964 mon premier titre publié en Espagne: « *La Regenta* » de *Clarín y la Restauración*. Deux autres devaient suivre: *Miguel de Unamuno y la Segunda República*, l'année suivante, puis, en 1969, une étude sur *Cruz y Raya*, la revue de José Bergamín. Relus aujourd'hui, ces trois petits volumes se révèlent quelque peu rapides et insuffisamment documentés; du moins avaient-ils le mérite, me semble-t-il, d'aborder des sujets qu'il était peu fréquent de voir traiter dans l'Espagne d'alors.

Comment ne pas évoquer la figure du maître d'œuvre des *Cuadernos Taurus*, Jesús Aguirre? J'ai eu le privilège d'entretenir avec lui des relations de très proche amitié et de suivre le cours d'un destin hors série. Celui qui devait devenir Duc d'Albe était un jeune et brillant ecclésiastique, lui aussi très lié à Aranguren, qui me réserva tout de suite le meilleur accueil. Élève du *Colegio Mayor* César Carlos, puis ayant complété sa formation théologique et philosophique en Allemagne, Jesús Aguirre était, en même temps, plein de curiosité pour les choses françaises, les questions qu'il me posait l'attestaient. Il animait alors, avec le P. Federico Sopena, la paroisse de la Cité Universitaire et ses sermons dominicaux attiraient non seulement les étudiants mais aussi un vaste auditoire éclairé. Incisif et séduisant, Jesús Aguirre devint un personnage à la mode, détesté par tous les Ultras du Régime, il était introduit dans des cercles très divers et m'y fit libéralement pénétrer à sa suite. Son entregent lui permit bientôt de prendre la direction de *Taurus* qui devint, encore plus, la maison d'édition d'avant-garde par excellence.

Cependant je poursuivais, à Paris comme à Madrid, mes recherches sur les élections aux Cortès de 1931, 1933 et 1936, lisant tout ce que l'on pouvait trouver sur la période. Je fréquentais assidûment la bibliothèque de l'*Ateneo* dont les collections de journaux me fournirent les résultats détaillés, malheureusement parfois incomplets, des trois scrutins. Dès 1963, la Fondation Nationale des Sciences Politiques pouvait publier, à Paris, une étude intitulée: *La Deuxième République Espagnole (1931-1936) Essai d'interprétation*.

C'était un travail qui fut considéré comme pionnier; en 1967, revu et augmenté, il sera traduit en espagnol et paraîtra dans la *Biblioteca política Taurus* avec un important prologue de J. L. Aranguren. Entre-temps, Manuel Fraga Iribarne, ministre de l'Information, avait supprimé la censure préalable. On fit cependant des difficultés, en haut lieu, pour la sortie de mon livre. Je rendis visite à Carlos Robles Piquer, beau-frère et collaborateur du Ministre, il m'expliqua aimablement qu'il fallait, pour ne pas heurter de front la susceptibilité des militaires, procéder à quelques corrections. L'accord put se faire et l'ouvrage trouva vite son public.

VIII

En France, cette fois, une nouvelle maison d'édition espagnole était née, en 1963, à l'initiative d'intellectuels exilés tous opposants déterminés au Franquisme. L'objectif était de publier une série de livres apportant une contradiction systématique à la propagande officielle et, plus généralement, de corriger la version partielle et déformée du passé récent espagnol, trop souvent la seule accessible de l'autre côté des Pyrénées. *Ruedo Ibérico* fit ainsi paraître des versions espagnoles tant du livre de mon cher Brenan que de la synthèse bien connue de Hugh Thomas sur la Guerre Civile. Parallèlement, étaient publiés des recueils plus combatifs qui présentaient crûment les réalités du moment, tel le gros volume intitulé *España Hoy*. Interdites naturellement sur le territoire espagnol, les productions de *Ruedo Ibérico* parvenaient à y entrer clandestinement et circulèrent assez largement, me semble-t-il, dans les milieux universitaires. Le principal animateur de *Ruedo Ibérico*, José Martínez, était un personnage hors du commun, rugueux, caustique et d'une rare indépendance d'esprit. Remarquable technicien du livre, il sut donner une présentation originale et soignée à ce qu'il éditait. Nullement exclusiviste dans ses choix, il accueillait des représentants d'à peu près tous les courants hostiles au régime. Ce fut, je crois, l'auteur de l'un des premiers titres de *Ruedo Ibérico*: *El Mito de la Cruzada de Franco*, un hispaniste américain de Paris, l'érudit et pittoresque H. F. Southworth, qui me fit connaître José Martínez et son groupe. Tout en ayant des positions militantes, Martínez s'accommoda fort bien de ma jalouse liberté de jugement. Il m'ouvrit les portes des *Cuadernos de Ruedo Ibérico*, revue bientôt publiée par la maison et qui réunissait des signatures très variées. En novembre 1965, j'y donnai un premier article consacré au parlementarisme espagnol d'avant 1936, tel que l'avait évoqué, avec une perspicace malignité dans des chroniques de l'*ABC*, le très conservateur W. Fernández Florez. En tant que fonctionnaire du Sénat, l'obligation de réserve, s'agissant d'une publication très engagée, de surcroît prohibée en Espagne, m'amena à adopter un pseudonyme, je signalais Daniel Artigues, nom et prénom soigneusement choisis pour que l'on ne puisse pas savoir si l'auteur était français ou espagnol.

Ce pseudonyme, je devais le reprendre, en novembre 1967, pour un autre article paraissant dans la revue *Esprit* et intitulé, sans détour, « Qu'est-ce que l'*Opus Dei*? ». Comment en étais-je venu à aborder, dans une importante publication française, un sujet aussi délicat? Je dois m'en expliquer maintenant. Dans les milieux que je fréquentais à Madrid, la *Obra*, comme on disait, était souvent évoquée; à tort ou à raison, on voyait de plus en plus sa trace un peu partout. Quelque temps auparavant, l'année où il fut exclu de l'Université, Aranguren avait affirmé, dans la même revue *Esprit*, qu'une étude de l'*Opus Dei* conduite « *sine ira cum studio* », et scrupuleusement documentée, contribuerait beaucoup à une meilleure connaissance de l'Espagne d'aujourd'hui. Je décidai témérairement, de tenter

l'aventure, non sans avoir pris conseil d'Aranguren lui-même et de Jésus Aguirre. L'éditeur, tout trouvé, serait *Ruedo Ibérico*, avec deux versions, l'une en français, l'autre en espagnol. Le texte d'*Esprit* préludait à la sortie du livre.

Je m'étais tout de suite mis au travail ; bien évidemment une longue enquête s'imposait. On avait déjà beaucoup écrit sur l'*Opus* et je dus me livrer à d'abondantes recherches bibliographiques, tant en France qu'en Espagne. L'objectif premier de mon investigation était d'éclairer l'action politico-religieuse en Espagne de la « Obra » depuis sa fondation ; je me rendis vite compte qu'on ne pouvait éviter d'envisager l'*Opus Dei* dans sa globalité, en remplaçant la création de Mgr. Escrivá dans le cadre, complexe, des organisations d'Église pour bien en souligner la spécificité. Ma tâche ne s'en trouva pas simplifiée. Je me devais aussi d'avoir des entretiens directs avec certaines personnes réputées bien informées. Je veux n'en nommer qu'une à qui je dois beaucoup : Manuel Giménez Fernández. L'ancien leader de la gauche *cedista*, Ministre de l'Agriculture sous la République et spécialiste reconnu de Bartolomé de Las Casas, enseignait, après bien des vicissitudes à l'Université de Séville. Plus démocrate chrétien que jamais c'était un adversaire déterminé du Franquisme en général et de l'*Opus Dei* en particulier. Il vitupérait contre le Régime, même dans les lieux publics, d'une manière insolite à l'époque au point d'inquiéter ses étudiants qui l'adoraient. Il m'ouvrit largement ses dossiers et nous eûmes des conversations prolongées. Je vis aussi, bien sûr, d'anciens membres de la *Obra*, tel José Vidal Beneyto. J'évitai, à tort peut-être, de prendre contact avec des représentants de l'*Opus*, en France comme en Espagne, tant on m'avait dit que mes questions ne recevraient que des réponses évasives ou stéréotypées. Tout cela aboutit à un livre dont parurent deux éditions successives, la première, avec une version française et une version espagnole, en 1968, la seconde, révisée, augmentée, et seulement espagnole, en 1971. Reprenant, près de trente ans après, ce volume de 250 pages dédié à « José Luis Aranguren, espagnol exemplaire », bourré de références, j'éprouve des sentiments partagés. Il m'avait demandé beaucoup d'efforts et, malgré les interdits, sa diffusion auprès des lecteurs espagnols avait pu se faire sans trop de problèmes. L'accueil fut favorable dans les secteurs de l'opinion réticents à l'égard du Régime. En revanche, l'*Opus Dei* observa un silence total, évitant de mentionner l'existence du livre, attitude qui s'est maintenue jusqu'à l'heure présente. J'avais adopté, certes, une perspective délibérément critique, mais sans excès polémiques, je crois, si bien qu'à l'époque les adversaires acharnés de la « Santa Mafia » m'accusèrent même de complaisance. En tout cas, je tiens, écrivant en 1999, à insister sur le fait que l'*Opus Dei* n'est plus, à l'heure actuelle ce qu'il était vers 1970 et que je me garderai, aujourd'hui, de formuler à son égard le moindre jugement d'ensemble. Je pense aussi que ce fut une erreur méthodologique d'avoir voulu décrypter les statuts successifs de la *Obra* et, encore plus, de m'être attelé à la tâche risquée de caractériser sa religiosité propre. Une seconde erreur, fondamentale, découle du rapprochement, excessif et que j'avais toujours présent à l'esprit, entre l'*Opus Dei* et la *Institución Libre de Enseñanza*.

Suivant de près l'incessante lutte d'influence pour la conquête des chaires universitaires, pour le contrôle du *Consejo Superior de Investigaciones Científicas* et de l'*Ateneo*, impressionné par la fondation de l'Université de Navarre, j'ai fait la part trop belle à l'*Opus Dei* comme une sorte de « Contre *Institución* », d'inspiration strictement catholique, qui se serait substituée aux créations de Francisco Giner de Los Ríos. J'estime, maintenant, que l'*Opus Dei* n'a pas voulu, ou pas pu entreprendre une telle opération. Ses efforts se portèrent bientôt, et avec succès, vers un autre domaine, celui de la politique économique et de la haute administration. Ullastres, López Rodó, si influents dans la vie publique, l'ont

emporté sur Suárez Verdeguer, Albareda ou Pérez Embid, qui passèrent au second plan. Il demeure que, comme, a bien voulu me l'écrire Aranguren à la fin de sa vie, les chapitres consacrés aux ambitions universitaires et intellectuelles de l'*Opus* entre 1950 et 1960 restent tout à fait valables parce qu'informés de première main. On ne m'en voudra pas de m'en tenir là et de tourner la page.

IX

La préparation du livre sur l'*Opus* ne m'empêchait pas de continuer à rendre compte de l'actualité politique et littéraire en Espagne dans diverses publications françaises dont *Signes des temps*, la revue des Dominicains qui avait pris la suite de *La Vie Intellectuelle*, dans *La Quinzaine littéraire* et même *Le Monde* avec, entre autres, dans ce journal, un article consacré à Juan Goytisolo, étoile montante des lettres espagnoles qui eut la chance d'être très vite traduit. L'année 1963 avait vu la réapparition, à Madrid, de la prestigieuse *Revista de Occidente* où se retrouvèrent, autour des disciples d'Ortega, maintes signatures connues. Je donnai plusieurs notes de lecture à la *Revista* et fus bien accueilli *Calle Bárbara de Braganza*, par les fidèles du Maître, tenants d'une idéologie libérale qui refaisait prudemment surface. J'ai pu encore rendre visite à l'un des représentants de ce courant de pensée appartenant à une génération précédente : Ramón Pérez de Ayala. Vieilli, anglicisé et oublié, il semblait, après un itinéraire politique sinueux, revenir à ses convictions d'autrefois et avait signé l'un des manifestes d'intellectuels contre les violences policières, nombreux et significatifs au cours de ces années. En 1965, on le sait, la solidarité dont fit preuve Aranguren envers les assemblées d'étudiants lui valut d'être, avec d'autres professeurs, exclu de l'Université. Cette sanction, et les conséquences de tous ordres qu'elle entraîna pour lui et les siens, renforça encore nos liens. Je me souviens aussi m'être trouvé à Madrid lors d'une des nombreuses arrestations de Dionisio Ridruejo, je revois encore l'appartement de la Calle de Ibiza envahi par une petite foule d'amis s'efforçant de rassurer Gloria Ros, l'épouse de l'ancien chef phalangiste, devenu l'un des leaders de l'opposition.

Hors d'Espagne, j'étais attentif à l'école historique qui, autour de Raymond Carr, se constituait à Oxford et renouvelait notre vision de l'Espagne tourmentée et déchirée des ^{XIX}^e et ^{XX}^e siècles. Pour faire connaître au public français le grand livre de Carr, je fis paraître, dès 1969, dans deux numéros successifs de *Critique*, une longue présentation de l'ouvrage. Carr reconnaissait sa dette à l'égard de Brenan, pour tout ce qui concernait les classes populaires. Une commande d'éditeur me permit d'apporter ma modeste contribution à l'histoire sociale des cent dernières années sous la forme d'un petit volume intitulé *Anarchistes d'Espagne*, publié en 1970. Ce survol rapide faisait largement appel aux sources littéraires, de Baroja à Victor Serge et George Orwell, il bénéficiait du précieux concours de mon vieil ami Gilles Lapouge, journaliste et écrivain, qui signa le livre avec moi. On y retrouvait l'élégance de plume du coauteur. Dès 1971, cet essai de « psychologie historique » put être traduit en espagnol et paraître dans une collection de poche. Il a été très lu, m'a-t-on dit, sans doute parce qu'il abordait, superficiellement peut-être mais sans passion, un sujet jusque-là « réservé ».

À vrai dire, mon intérêt pour le passé récent de l'Espagne se portait de plus en plus vers les vicissitudes du libéralisme bourgeois, sous ses différentes formes, et qu'il soit modéré ou avancé. On comprendra que, dès leur parution, j'ai acheté à Paris, les gros volumes des *Obras Completas* de Manuel Azaña que Juan Marichal pu faire éditer au Mexique, en les enrichissant de commentaires aujourd'hui encore irremplaçables. Ce fut une véritable

révélation et la figure de celui qui incarna, mieux que personne, la République des années 31-36 devint désormais un de mes thèmes majeurs de réflexion et d'étude. J'y reviendrai. Par ailleurs, depuis 1970, à l'initiative de Manuel Tuñón de Lara, des rencontres franco-espagnoles de spécialistes de l'Espagne moderne se tenaient chaque année, à Pau, dans une perspective interdisciplinaire allant de l'histoire économique à celle des idées politiques ou de la culture. Ces rencontres eurent un vif succès et bénéficièrent d'une audience croissante. J'y participai régulièrement à partir de 1973, cela entraîna des conséquences bénéfiques que je me dois de signaler. Hispaniste « hors cadre », je n'avais que peu de relations avec le milieu universitaire en dehors de l'illustre Pierre Vilar, qui m'avait encouragé dans mes travaux, à plusieurs reprises. Je pus ainsi prendre contact tant avec l'aile marchante de l'hispanisme français qu'avec des enseignants espagnols jeunes et souvent promis à un brillant avenir.

C'est mon amie Évelyne Lopez Campillo qui m'avait entraîné à Pau. Son époux, Antonio, nous accompagnait, il n'était pas historien mais son passé de militant, ses positions non conformistes, se conjuguant avec une connaissance approfondie du marxisme en faisaient un interlocuteur souvent contesté mais toujours écouté.

Il participait aux séances de travail mais surtout aux discussions qui se poursuivaient, le soir, dans les brasseries paloises ; sa verve passionnée et son habilité dialectique y faisaient merveille au cours de joutes oratoires cordiales qui se poursuivaient parfois très tard. Parmi les Espagnols rencontrés à Pau, je pourrais citer bien des noms, Je n'en retiendrai qu'un, celui de José Carlos Mainer, le futur auteur de la *Edad de Plata*, aujourd'hui devenu le spécialiste incontesté des relations entre littérature et société. C'est ce terrain de recherche que nous devons aborder, à Pau, Évelyne López Campillo et moi, en présentant un exposé commun sur « la radicalisation des intellectuels au cours des années 1933-1936 », qui annonçait le petit livre que nous signerons tous les deux, en 1978, *Los Intelectuales durante la República*.

Cependant, avec des à-coups sur lesquels il n'y a pas lieu de s'attarder ici, le Franquisme atténuait ses entraves en matière de liberté d'expression. La parution de nouvelles revues en fournissait la preuve, qu'il suffise de mentionner, avec leur arrière-plan idéologique bien distinct, *Cuadernos para el Diálogo* et *Triunfo*. Des témoignages politiquement importants pouvaient être publiés, non sans difficultés, tel celui de Gil Robles : *No fue posible la Paz*, dont je fis un compte rendu sévère dans les *Cuadernos de Ruedo Ibérico*. Une ambiance de fin de règne s'installait peu à peu, je le soulignais dans des chroniques que publiait le quotidien catholique, *La Croix*, tandis que je continuais à suivre la vie des lettres pour *Critique* et *La Quinzaine Littéraire*. Je disposais, en somme, et je l'écris sans vanité aucune, d'une audience assez largement reconnue tant à Paris qu'à Madrid. Les dirigeants de *Taurus* tinrent même, je le rappelle par simple gratitude rétrospective, à organiser une sorte de dîner-hommage dans un salon particulier de *Lhardy*, où se retrouvèrent, entre autres, Pedro Laín, José Antonio Maravall et le chaleureux P. Federico Sopena.

Pour autant, je n'échappais pas aux attaques personnelles. Il en est une sur laquelle je prends la liberté de revenir car elle dépassait mon propre cas. Dans *Triunfo*, l'organe, disons d'« opposition », sans doute le plus lu, José Bergamín s'en prit très vivement à moi. Je lui avais rendu visite lors de son premier retour d'exil, en 1968, et tout s'était parfaitement passé ; peu après, j'avais publié un *Cuaderno Taurus* sur *Cruz y Raya*, la première monographie d'une des revues les plus significatives des années républicaines que Bergamín avait fondée en 1933. J'avais donné, aussi, une note élogieuse à *La Quinzaine littéraire* rendant compte d'un recueil de ses textes traduits en français avec une préface

de Malraux. Or, à l'occasion de la sortie d'une *Antología de « Cruz y Raya »*, Bergamín, dans une interview publiée par *Triunfo*, en juillet 1974, portait des jugements sévères sur mon petit livre de 1969 [N.d.e. : voir appendice en fin d'article]. C'était son droit, mais il dépassait la mesure en me traitant d'homme de cabinet, n'ayant qu'une connaissance livresque de l'Espagne, semblable en cela, écrivait-il, à tant de Français érudits qui généralisent sans prendre contact avec la réalité. Je répliquai vertement, en septembre, dans *Triunfo*, rappelant mes nombreux séjours outre Pyrénées.

Bergamín revenait de plus belle à la charge, en octobre, toujours dans *Triunfo*. Il s'en prenait à la « vanité » de l'ensemble des hispanistes, surtout ceux qui, comme moi, n'étaient que des « amateurs » n'enseignant même pas dans une Université. Toute cette polémique me paraît lointaine et bien futile maintenant. J'aurais dû me souvenir, à l'époque, que la hargne de Bergamín se portait sur un proche d'Aranguren et que, notoirement, les deux hommes ne s'aimaient guère³.

X

Mais la figure qui m'attirait de plus en plus était celle de Manuel Azaña. J'ai eu la chance de découvrir, chez un bouquiniste madrilène, un exemplaire fatigué du livre assez étonnant, que lui avait consacré, en 1932, Ernesto Giménez Caballero. Dans une nouvelle revue, très ouverte et de haut niveau, *Sistema*, dirigée par l'un des meilleurs connaisseurs du mouvement des idées dans l'Espagne contemporaine, mon ami Elías Díaz, fut publiée, en juillet 1974, une longue étude sur cet ouvrage alors bien oublié. C'était mon premier travail sur Azaña, il devait être suivi de plusieurs autres et je tiens à m'arrêter sur les motivations jamais démenties de ma ferveur « azañiste ».

J'ai acquis tous les principaux ouvrages sur Azaña, je continue à collectionner les articles le concernant. Il y a à cela bien des raisons, certaines me sont personnelles- Je me suis intéressé, dès le début de mes études universitaires, au problème des relations, diverses et complexes, entre le monde des lettres et celui de la politique, Albert Thibaudet, le grand critique de la *Nouvelle Revue Française* y revenait souvent dans ses célèbres « Réflexions » publiées chaque mois jusqu'à sa mort, en 1936, et que j'ai lues avec passion. Plus tard, mon métier de Bibliothécaire du Sénat m'a fait vivre au cœur du monde parlementaire et m'a amené à fréquenter constamment des personnalités politiques de toutes origines et de tous partis. Avec Azaña, je me trouvais en présence d'un cas exceptionnel : celui d'un homme de lettres jusqu'au bout des ongles s'imposant d'un seul coup, à l'occasion d'un tournant majeur, dans la vie publique de son pays. Non seulement, il révélait des dons oratoires peu communs mais encore, cet archétype de l'intellectuel conquis par la politique, s'astreignait, parvenu au pouvoir, à une tâche sans équivalent, à ma connaissance, chez les gouvernants européens de l'époque. Presque chaque soir, depuis l'été 1931, Azaña, Ministre puis Président du Gouvernement, tenait à noter sur le papier ce qu'avait été sa journée ; presque chaque soir, l'homme public, comme le remarque justement Juan Marichal, d'acteur devenait mémorialiste et chroniqueur, un chroniqueur minutieux, mordant, qui éclairait les dessous de la vie politique sans ménager personne. Publiés d'abord partiellement, les

3 En 1974, le rédacteur en chef de *Triunfo* se nommait Víctor Márquez Reviriego. À l'occasion d'un Congrès International d'Hispanistes, se tenant à Madrid, un quart de siècle plus tard, j'ai eu l'agréable surprise de lire, dans l'*ABC*, du 10 juillet 1998, sous la plume du même Márquez Reviriego, subtil connaisseur et chroniqueur des milieux politiques et parlementaires, un hommage appuyé aux hispanistes en général, et au vétéran signataire de ces lignes, en particulier.

Diarios d'Azaña sont, on le sait, entièrement accessibles aujourd'hui. Je m'y étais plongé, dès leur première parution, avec un immense intérêt. C'est d'abord en les lisant que je suis devenu, j'ose le dire, une manière de spécialiste français en « Azañisme » dont les travaux furent bien accueillis par ses pairs espagnols et par le premier d'entre eux, Juan Marichal.

Mais toutes mes études ultérieures sur Azaña, celle, par exemple, consacrée à *Fresdeval*, son grand roman inachevé, parurent dans une autre Espagne, celle de la démocratie retrouvée; elles furent publiées après 1975 et la mort de Franco. Pour cette dernière circonstance, j'avais été chargé par *La Croix* de l'article nécrologique et mon long bilan, sans la moindre complaisance, de la carrière du Caudillo fut signé, une dernière fois, Daniel Artigues.

XI

Cette relation, que j'ai voulue sincère et complète, de mon passé d'hispaniste remonte à de lointaines origines mais s'arrête à 1975 et je dois m'en expliquer. Avec le recul du temps, j'ai pris conscience d'avoir, bénéficié, jusqu'à cette date, de ce qu'on pourrait appeler, en français, une « rente de situation ». Non espagnol de nationalité, soucieux à l'extrême de ma liberté de jugement, échappant aux exigences d'une carrière universitaire comme aux obligations d'un professionnel de l'écriture, ma position a été finalement singulière. J'ai pu faire usage de ma plume pour rendre compte de ce que je voyais – ou de ce que je lisais – en toute indépendance, jouant parfois les précurseurs. Cela, pendant que les Espagnols vivant en Espagne subissaient des contraintes très dures, qui ne s'adouciront que progressivement, et ne disparaîtront complètement qu'en 1975 et avec la mort de Francisco Franco. J'ai depuis continué mes activités d'hispaniste mais sans bénéficier de cette sorte de statut privilégié par rapport aux Espagnols de l'intérieur qui ont retrouvé, désormais la pleine normalité démocratique. C'est en pensant à ces Espagnols, et aussi aux autres, à ceux de l'exil, que j'ai écrit ces pages. J'ai l'impression de payer une partie de ma dette à leur égard, car je suis redevable de beaucoup de choses, et à beaucoup de gens, aussi diverses qu'étaient mes approches de leur pays.

C'est un lieu commun, ou un exercice obligé, de faire ressortir les différences immenses existant entre l'Espagne d'aujourd'hui et ce qu'elle était dans la première moitié du siècle. Il ne faut pas, pour autant, opposer d'une façon simpliste ce qu'avait été l'Espagne d'Unamuno à ce que serait devenue l'Espagne d'Almodóvar. En veut-on un seul exemple? Dans le domaine qui m'est le plus familier, celui des confins de l'histoire politique et de l'histoire culturelle, la variété et la qualité de ce que l'on a publié en Espagne à l'occasion du Centenaire de 98 témoigne bien d'une permanence dans la vitalité.

Appendice

César Alonso de los Ríos, « José Bergamín y su Cruz y Raya », *Triunfo*, n°615, 13 juillet 1974, p. 37, interview dans laquelle l'écrivain s'en prend à Jean Bécarrud en ces termes :

«—En el prólogo a la edición española, reseña usted dos estudios sobre Cruz y Raya : el de Benítez Claros de mil novecientos cuarenta y siete, que le parece acertado, y el de Jean Bécarrud, de mil novecientos sesenta y nueve, según usted, desenfocado. ¿Por qué le parece criticable el trabajo de Bécarrud ?

—Sí. Jean Bécarrud desenfoca la situación española, la desconoce. Su manera de generalizar para luego aplicar esa generalización a una realidad, que ni siquiera es presente, es muy francesa. Por mucho talento que tenga un erudito francés, por muchas lecturas, no puede formarse un juicio cabal, y al querer explicar la revista por su tiempo y su circunstancia se equivoca. Y llega al extremo de que le reprocha a la revista que se separara del movimiento de la CEDA, es decir, que los católicos de Cruz y Raya se separaran de la CEDA, cuando ambas cosas no sólo no tuvieron que ver entre sí, sino que estuvieron enfrentados. Esto indica que ni conocía el significado de la CEDA, ni el de la revista. No es éste el lugar adecuado para dilucidar aquellas circunstancias en las que nació y en las que murió Cruz y Raya, pero sí de advertir a sus posibles lectores de las inútiles dificultades que pueden entorpecer su lectura, si se atienen a una crítica miope, que pretende interpretaciones históricas y hasta sociológicas, tan banales y superficiales como erróneas. Para entender lo que, lo que es la cosa en su lectura Cruz y Raya, basta leer español, lo que no es tampoco fácil todavía para los españoles.»

La réponse de Jean Bécarrud :

«Bécarrud y Cruz y Raya», *Triunfo*, n°625, 21 de septembre 1974, p. 54-55.

«Acabo de leer, con cierto retraso debido a las vacaciones, las frases poco afables que me dedica don José Bergamín en una entrevista publicada en *Triunfo* el 13 del pasado mes de Julio, con motivo de Cruz y Raya y del librito que escribí sobre esta revista.

No imaginaba que un breve ensayo, publicado hace cinco años ya, y que llamaba la atención sobre una revista de la cual se hablaba entonces bien poco, iba a merecer un juicio tan duro de parte de un escritor cuyos méritos no dejaba de recalcar. Méritos que, por cierto, he tenido la ocasión de subrayar otra vez en un artículo publicado en la revista francesa *La Quinzaine Littéraire* en agosto del 72.

Comprenderá usted que si le pido que acepte publicar esta respuesta no es para satisfacer mi susceptibilidad herida, sino porque mi caso personal pierde importancia ante dos puntos que quiero poner de relieve.

1) A propósito de las relaciones entre Cruz y Raya y la vida política de los años 1933-36, don José Bergamín rechaza completamente mi análisis, a lo cual tiene perfectamente derecho, pero me permito indicarle que el reciente libro del joven y brillante historiador Javier Tusell (Javier Tusell, *Historia de la Democracia Cristiana en España*, II, Cuadernos para el Diálogo, 1974, p. 246-251.) coincide en sus líneas generales con el punto de vista que yo había expresado. Concretamente, Bergamín simplifica o deforma lo que yo he escrito sobre las relaciones entre Cruz y Raya y la Confederación Española de Derechas Autónomas. Todo lector curioso puede comprobarlo consultando mi texto, y me parece que, en este punto también, la opinión de Tusell y la mía son muy próximas.

2) Esto me permite indicar respetuosamente a don José Bergamín que Javier Tusell es español y yo francés; ahora bien, los juicios que emitimos el uno como el otro sobre Cruz y Raya me parecen coincidir ampliamente. Entonces, ¿qué derecho tiene don José Bergamín a decir de mía las frases siguientes?: “Jean Bécarrud desenfoca la situación española, la desconoce. Su manera de generalizar para luego aplicar esa generalización a una realidad, que ni siquiera es presente, es muy francesa. Por mucho talento que tenga un erudito francés, por muchas lecturas, no puede formarse un juicio cabal...”

Sin pretender hacer una defensa “pro domo”, me parece útil indicar que calificar al firmante de esta carta de “erudito” y de hombre de gabinete, que no tiene más que un conocimiento libresco de España, es a la vez inexacto e injusto.

Hace casi un cuarto de siglo que voy recorriendo y conociendo España, realizando cada año varios viajes. Lo que me ha permitido conocer y apreciar a españoles de todos los medios y hacerme en España unas amistades que considero inestimables. A raíz de esta experiencia directa y también de mis lecturas, he podido elaborar varios libros y artículos firmados con mi nombre o con seudónimo. La crítica española y francesa, ha tenido a bien acoger con benevolencia y hasta con elogios lo que he escrito, incluso si, al intenta analizar lo mejor que podía y sin ideas preconcebidas la realidad española pasada y presente, había abordado temas delicados o me había aventurado en terrenos mal desbrozados.

Le parecerá natural que sienta una cierta amargura al verme arrojado por don José Bergamín a las tinieblas exteriores. ¿Es que hace falta, para hablar de él y de su revista, ser español “de pura cepa”? ¿Es una interpretación histórica y sociológica de *Cruz y Raya* una empresa que escapa a priori a la capacidad de un extranjero, quedándole únicamente abierta la vía de la “españolada” superficial?

Es a este exclusivismo lamentable y caduco, que va, como se ve, mucho más allá de mi propia persona, a la que llegan la declaraciones de don José Bergamín y César Alonso de los Ríos. Y es la misma tendencia retrógrada que se expresa en la manera que tiene Bergamín de negar todo esfuerzo por situar la revista en su época y determinar su impacto en la opinión. Y esto, en un momento en que las investigaciones de este tipo, como es el caso del excelente libro de Evelyné López Campillo sobre la *Revista de Occidente*. Es de lamentar ver manifestarse una vez más en un hombre que ha atravesado, sin embrago, tantas vicisitudes y tantos trances un “señoritismo” intelectual del cual no soy el primero en deplorar la persistencia.

P.S.: Después de redactada esta carta, he recibido la Antología de *Cruz y Raya*, motivo de la entrevista publicada en *Triunfo*. En el prefacio, don José Bergamín, me es grato constatarlo, tiene a bien agradecerme personalmente mi “buenísima intención” por haber dedicado un breve ensayo a su revista. Pero insiste en decir que doy muestras de un “tal desenfoque de *Cruz y Raya* y de su tiempo. Me permitirá subrayar a lo menos, para terminar, un rasgo determinado de la revista que no me ha escapado: la presencia de hombres como Rafael Sánchez Mazas, Alfonso García Valdecaas, Luys Santa Marina, cuyos nombres aparecen a menudo en todo el primer período de la revista. El lector de hoy, sin embrago, no encontrará la menor mención de estos autores —quienes representan una corriente de pensamiento bien definida— ni en el prólogo de la antología ni en los textos escogidos. Puede ser que no haya entendido nada de *Cruz y Raya*, pero a lo menos no me he incurrido en este tipo de olvido...”

Réplique de José Bergamín, *Triunfo*, 12 octubre 1974, p. 55.

«Querido amigo: Al volver a Madrid encuentro su carta con la copia de la que le ha enviado el señor Jean Bécarrud para su publicación en *Triunfo*. Me la envía usted por si yo quiero contestarla. Le diría que no, pero no lo hago para que no parezca descortesía a usted y a *Triunfo*.

La susceptibilidad del señor Bécarrud al sentirse tan ofendido por lo que dije a César Alonso de los Ríos en mi conversación publicada en *Triunfo*, no me sorprende. No creo que haya nada más vano que la vanidad de un hispanista (ya que por el solo hecho de serlo se le supone, dada la vacuidad de su propósito originario): pero esta vanidad es mayor si, como en el caso del señor Bécarrud, no se trata siquiera de un profesional o profesor que la justifique como oficio de benéfico académico, sino más bien de un oficioso beneficiante de aficionado o “amateur” muy interesado en hacérselo creer a los demás. Su ridículo empeño en darse a sí mismo una autoridad que no tiene, apoyándola en alguna “coincidencia” extraña que no es favorable para el joven historiador, cuyo libro desconozco y a quien también se la atribuye otorgándosela generosamente, lo pone en tristísima y lamentable evidencia.

El señor Bécarrud intenta agraviarme estúpidamente con el calificativo de “señoritisimo intelectual”, demostrando con ello que hasta en esto ignora lo español en la vida como en los libros. Un señoritisimo intelectual es una contradicción en los términos. El señoritisimo español, muy particularmente andaluz o madrileño, es algo tan vivo, que al intelectualizarse se desvanecería por completo. Con lo que no quiero decir que en mi vida personal, sobre todo en mi juventud, no lo haya yo tenido tal vez y hasta doblemente significativo por haber podido participar de uno y de otro: el andaluz y el madrileño. Tal vez.»